



PROJET « PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE ET LE RENFORCEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES JEUNES/ENFANTS TRAVAILLEURS MIGRANTS PAR LA MISE EN PLACE DE MECANISMES DE COORDINATIONS NATIONAUX ET TRANSNATIONAUX EN CÔTE D'IVOIRE, AU MALI ET AU BURKINA FASO »

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR ETUDE DE MARCHÉ SUR LES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI/AUTO-EMPLOI ACCESSIBLES AUX JEUNES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET L'ACTUALISATION DE LA CARTOGRAPHIE DES INSTITUTIONS DE FORMATION PROFESSIONNELLE, DES ENTREPRISES EXISTANTES ET DES MAÎTRES ARTISANS FORMATEURS (MAF) DANS LES REGIONS DE GBÊKÉ, HAMBOL, PORO, BAGOUE ET TCHOLOGO EN CÔTE D'IVOIRE

Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet régional « Promouvoir la cohésion sociale et le renforcement des moyens de subsistance des jeunes/enfants travailleurs migrants par la mise en place de mécanismes de coordination nationaux et transnationaux en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina » (PRAEJEM) financé par l'Union Européenne (UE), Save the Children entend s'attacher les services d'un consultant pour la réalisation d'une étude de marché sur les opportunités d'emploi/auto-emploi accessibles aux jeunes travailleurs migrants et d'actualisation de la cartographie des institutions de formation professionnelle et des entreprises existantes ainsi que les Maîtres Artisans Formateurs (MAF).

Les présents termes de référence décrivent le contexte et la justification de cette activité, ses buts et objectifs, les principales activités et tâches, les produits et résultats attendus, la méthodologie ainsi que l'organisation et le calendrier de réalisation de cette étude ainsi que la soumission du dossier d'offre technique et financier.

1. Contexte et justification :

Du fait des multiples crises, des conflits armés et des catastrophes naturelles qui règnent depuis deux décennies dans les Pays de la sous-région ouest-Africaine, de façon générale et en particulier en Côte d'Ivoire, au Mali puis au Burkina, nous assistons à un appauvrissement des Etats et des familles. Cette situation a entraîné également un processus de déresponsabilisation des parents et une responsabilisation précoce des enfants et jeunes, se traduisant par leur migration en vue d'accéder à des opportunités génératrices de revenus. La cause fondamentale de la migration des enfants et des jeunes est donc économique, et elle constitue une stratégie de survie, pas seulement pour les enfants travailleurs, mais aussi pour leurs familles et leurs employeurs.

Ainsi, le phénomène de la migration nationale et transfrontalière des enfants et jeunes travailleurs en Afrique de l'Ouest a pris une ampleur très préoccupante ces dernières décennies et s'est particulièrement accentuée entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Burkina Faso. Une étude récemment réalisée par Save the Children (Etude Ligne de Base / CAP, décembre 2015) montre que la mobilité des enfants et jeunes travailleurs migrants en vue de travailler est une réalité et surtout un moyen de lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, malgré la crise politico-militaire de 2002, la Côte d'Ivoire, pays



de longue tradition d'importateur et d'employeur de main d'œuvre, reste la principale destination de la sous-région pour les enfants travailleurs. L'enquête nationale de 2008 sur le travail des enfants estime que plus de 20% des enfants sont des immigrants, dont la majorité vient du Burkina Faso (11, 20%) et du Mali (3,60%). La plupart d'entre eux sont âgés de 8 à 18 ans. Les jeunes filles travaillent dans la domesticité tandis que les jeunes garçons s'adonnent aux travaux agricoles.

Bien que beaucoup d'enfants et jeunes travailleurs migrant en Côte d'Ivoire soient des migrants volontaires, la traite en demeure une cause importante de leur migration. Selon les résultats de l'enquête de 2008, publiée par le Gouvernement ivoirien en collaboration avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT), un enfant sur dix qui sont victimes de la traite, le sont du fait de la traite transfrontalière ou traite externe. La majorité de ces derniers, est issue du Burkina Faso (52%).

Ces enfants, pour la plupart ne sont pas scolarisés ou ont arrêté leur scolarité et sont utilisés dans divers secteurs d'activités, dont certains constituent des pires formes de travail. En effet, selon une enquête nationale menée par l'Institut National de la Statistique sur la vie des ménages en 2008, 1 237 911 enfants (de 5 à 17 ans) sur 6 615 648 ont été impliqués dans les travaux interdits par la loi N° 2010-272 du 30 Septembre 2010 relative à la traite et aux pires formes de travail des enfants en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, selon l'Etude Ligne de Base / CAP réalisée par Save the Children, 83,3% des enfants et jeunes travailleurs migrants interrogés sont déscolarisés et des non scolarisés.

Appréhendée au début des années 2000 sous le seul angle de la traite des enfants, la migration des enfants et jeunes travailleurs a fait l'objet d'évaluations et de travaux de capitalisation menées par différentes agences de protection dans la région. Ceux-ci ont montré la nécessité de dépasser la seule stratégie d'interception et de retour systématique des enfants pour s'orienter vers une approche de la mobilité en prenant en considération le fait que la migration des enfants/jeunes peut être volontaire et ainsi associée à des transitions au cours de leur vie et à des rites de passage à l'âge adulte.

Selon sa stratégie globale de protection de l'enfant, Save the Children reconnaît que toute forme de travail ne porte pas forcément atteinte à l'intégrité physique et psychologique de l'enfant, mais que ces enfants ont besoin d'être protégés et accompagnés pour créer les conditions qui leur permettent d'apprendre, de développer des capacités et d'acquérir des compétences qui garantissent leur intégration socioprofessionnelle par l'accès à un travail décent.

Dans cette perspective, Save the Children a obtenu un financement auprès de l'UE pour la mise en œuvre du projet qui vise à améliorer les conditions de subsistance des enfants/jeunes travailleurs migrants d'Afrique de l'Ouest par une insertion professionnelle durable dans le marché du travail et un accès coordonné aux services sociaux de base. Ce projet couvre 22 sites répartis entre la Côte d'Ivoire (avec 12 sites), le Mali (05 sites) et le Burkina Faso (05 sites), ces sites étant considérés comme l'itinéraire de migration. Il s'agit en Côte d'Ivoire de Tafiré, Niakara, Katiola, Dabakala, Bouaké, Beoumi, Sakassou, Korhogo, Ferkessedougou, Boundiali, Tingrela, Ouangolodougou.

En outre le projet vise à promouvoir le travail décent pour tous, et pour ce faire a pour but le renforcement de l'environnement de protection de l'enfance et des jeunes travailleurs, non seulement à travers les réseaux familiaux et les systèmes sociaux traditionnels, mais aussi en dirigeant ses efforts au renforcement des services sociaux de base spécialement éducation, santé et justice.



Aussi, compte tenu du fait que la pauvreté s'accroît du fait de l'augmentation du travail informel, et de la faiblesse des systèmes de protection sociale, le projet promeut la création d'emplois dignes pour les jeunes migrants, en cherchant leur propre autonomisation (à travers la formation et le développement d'aptitudes), en limitant son exposition aux risques (à travers le renforcement des systèmes de protection) et en sensibilisant la population civile sur les risques de la migration et l'exploitation au travail.

Les situations d'emploi dans l'économie formelle et informelle sont très diversifiées. Une étude de marché sera donc réalisée en Côte d'Ivoire pour identifier les opportunités d'emploi et auto-emploi existantes accessibles aux jeunes migrants, comprendre les pratiques de recrutement, et évaluer les possibilités et besoins de développement de compétences des jeunes. A titre informatif, deux autres études seront également menées en parallèle au Mali et Burkina Faso par d'autres consultants à recruter dans lesdits pays.

De même, afin d'identifier des opportunités de formation professionnelle durable, l'étude visera à bâtir sur les institutions de formation et les microentreprises existantes offrant des cours de formation / postes de travail adaptés à la cible du projet. Il s'agira donc d'établir une cartographie exhaustive des filières de formation professionnelle et des entreprises qui facilitera l'orientation des jeunes migrants lors de l'élaboration des projets professionnels.

2. Buts, objectifs et résultats de l'étude

Les buts, objectifs et résultats de l'étude sont :

2.1 Buts

- Identifier et analyser les opportunités de formation professionnelle adaptées, d'insertion professionnelle durable et développement de l'auto-emploi.
- Comprendre les pratiques de recrutement des employeurs et les motivations expliquant les trajectoires au sein de l'économie informelle des jeunes travailleurs migrants.

2.2 Objectifs spécifiques

1. Etablir une cartographie des instituts et filières de formation professionnelle adaptée aux jeunes migrants.
2. Identifier les opportunités de marché et les secteurs économiques offrant des opportunités et potentialités en matière d'emploi/auto-emploi des jeunes travailleurs migrants et la formulation de recommandations pratiques permettant d'améliorer l'accès à ces opportunités d'emploi ainsi qu'aux services financiers disponibles dans la zone d'intervention (étude de marché).
3. Effectuer une analyse de l'offre et demande d'emploi des jeunes migrants en termes de pratiques et motivations afin d'identifier comment le projet pourra permettre de leur soutenir au mieux : les habitudes et pratiques de recrutement de la part des employeurs et les motivations économiques des jeunes migrants.
4. Proposer une sélection des instituts de formation, des entreprises et des Maîtres Artisans Formateurs (MAF) répondant aux besoins et tenant compte des réalités



des jeunes migrants qui faciliteront leurs orientation lors de l'élaboration des projets professionnels

2.3 Résultats attendus

- Cartographie exhaustive des instituts et filières de formation professionnelle et des MAF répondant aux besoins et tenant compte des réalités des jeunes migrants.
- Liste de proposition des instituts de formation, des entreprises et des MAF avec qui le projet sera en mesure de passer des accords de collaboration pour la formation-insertion professionnelle des jeunes migrants.

Emploi salarié :

- Définition et identification des secteurs d'activités porteurs et à fort potentiel de recrutement de main d'œuvre (avec un accent sur le jeunes migrants) dans les PME, micro entreprises et MAF.
- Identification et description des fédérations d'entreprises et d'autres groupements d'entrepreneurs et/ou demandeurs de main d'œuvre.
- Identification des besoins des entreprises enquêtées (échantillon) en termes de compétences, à la fois techniques et comportementales (savoir, savoir-faire et savoir-être) de leur main d'œuvre.
- Description des pratiques existantes pour répondre aux besoins en ressources humaines des entreprises enquêtées vis-à-vis du recrutement des jeunes : identifier et analyser les différentes politiques, pratiques, contraintes et mécanismes en termes de recrutement et de maintien de la main d'œuvre pour chacune des entreprises et MAF enquêtés dans l'étude par rapport aux jeunes migrants
- Analyse des motivations expliquant les trajectoires des jeunes migrants au sein de l'économie informelle
- Recommandations
 - ✓ Secteurs d'activités, entreprises et MAF à cibler, opportunités emplois et compétences recherchées
 - ✓ Identification des besoins des entreprises et MAF pour rendre leurs politiques de recrutement et leurs pratiques de maintien de la main d'œuvre plus inclusives.

Auto-emploi:

- Identification et description des services d'appui au développement d'entreprises (y compris des incubateurs d'entreprises).
- Identification et description des institutions et d'autres organismes / mécanismes de micro finance en particulier ceux proposant ou souhaitant proposer des services accessibles pour les jeunes migrants :

- ✓ Lister les principaux produits et services proposés par chacune des institutions (sélectionnées pour l'étude) de micro finances sur chaque site
 - ✓ Analyser les conditions d'accès au crédit et aux autres produits et services des IMF pour chaque IMF enquêtée
 - ✓ Identifier les secteurs les plus porteurs dans la création d'entreprise (prêts octroyés par secteur, remboursements, développement d'entreprise)
- Identification des secteurs à fort potentiel pour l'auto-emploi
 - Recommandations :
 - ✓ Identification d'IMF et autres services facilitateurs pour accéder à l'auto emploi ainsi que des besoins potentiels pour les rendre plus inclusives
 - ✓ Identification des besoins, barrières et facilitateurs des jeunes migrants pour accéder à ces opportunités d'auto-emploi

3. Principales activités et tâches

Sous la responsabilité du Directeur Pays de Save the Children en Côte d'Ivoire et la supervision directe du Coordinateur et du chef de projet, le/la consultant(e) aura pour tâches principales de :

- Conduire, en collaboration avec les staffs Projet de Save the Children et des partenaires de mise en œuvre, l'étude de terrain auprès des institutions de formation professionnelle, des entreprises, MAF, administration publique ainsi que de toute autre source pertinente dans les 12 sites du projet.
- Produire une offre technique et financière incluant les outils de collecte de données permettant atteindre les résultats avant mentionnés, y incluant la durée de chaque phase de l'étude, les coûts et les délais de livraison du rapport.
- Proposer une méthodologie pratique/adaptée, avec un plan détaillé tenant compte des résultants à atteindre, des moyens disponibles et de la rigueur de la démarche scientifique.
- Identifier et analyser les documents pertinents existants et liés à l'étude, avec un accent particulier sur l'insertion socioprofessionnelle et économique des jeunes migrants.
- Préparer et superviser entièrement les opérations de collecte de données sur le terrain.
- Préparer et superviser les opérations de saisie et de traitement des données collectées.
- Produire le rapport de l'étude et le soumettre à Save the Children dans le délai imparti.



- Accompagner l'équipe projet de Save the Children dans la restitution des résultats dans les sites principaux du projet.

4. Produits et résultats attendus :

- 1- Les outils de collecte des données et de capitalisation des informations de terrain élaborés par le/la consultant (e), validés et utilisés pour réaliser l'étude;
- 2- Le Rapport de l'étude (avec des recommandations programmatiques réalistes, les tableaux et des annexes) est produit conformément aux résultats attendus définies ci-dessus dans la section 2 et disponible en version électronique et version papier imprimée et reliée;
- 3- Le rapport validé résumé dans un document succinct (maximum 6-8 pages) pouvant faire l'objet de partage et de capitalisation avec les acteurs de protection de l'enfant, de la FP et accompagnement à l'emploi ainsi que les autorités locales.

5. Méthodologie :

Le/la consultant (e) devra proposer une offre technique incluant une méthodologie qui permettra d'avoir une triangulation des informations reçues. En outre, l'approche doit pouvoir faciliter la collecte des données surtout quantitatives, mais aussi qualitatives au niveau des 12 sites concernés.

La méthodologie doit pouvoir inclure les acteurs étatiques et non étatiques de la protection de l'enfance, les enfants et jeunes travailleurs migrants, le secteur privé, mais aussi prendre en compte la composante communautaire ainsi que les spécificités des enfants/jeunes migrants.

Les méthodes quantitative et qualitative devront être complétées par les observations directes structurées et non structurées de terrain.

L'étude de marché devra mettre l'accent sur les *secteurs économiques porteurs présents et potentiels ainsi que sur les formations qualifiantes adaptés* aux bénéficiaires du projet adéquates aux secteurs identifiés. Une première sélection générale sera réalisée à partir des sources secondaires et entretiens clés, en tant que la sélection finale sera proposée après la collecte et analyse des données. Aussi, la méthode privilégiée devra permettre élaborer des propositions des cours de formations en fonction des demandes du marché (*approche marché*) afin de faciliter l'adéquation formation – emploi.

Pour l'emploi salarié il s'agira de :

Identifier et décrire les secteurs d'activités principaux sur les zones cibles et d'en faire une sélection avec l'équipe projet de ceux qui seront étudiés plus en profondeur en fonction de leur potentiel d'emploi pour les enfants/jeunes travailleurs migrants.

Proposer un plan d'échantillonnage d'entreprises dans les secteurs sélectionnés et de conduire des entretiens semi dirigés auprès de ces acteurs afin de répondre aux objectifs et résultats attendus spécifiques à l'emploi salarié de l'étude

Identifier, décrire et conduire des entretiens semi dirigés et/ou groupes de discussion auprès des acteurs locaux (services de l'emploi, formation professionnelle, fédérations, syndicats...) afin de répondre aux objectifs et résultats attendus de l'étude



Identifier et conduire des entretiens semi dirigés et/ou groupes de discussions auprès de jeunes migrants en recherche d'emploi et/ou employées au sein des entreprises au moment de l'étude /ou de représentants des AEJT afin de répondre aux objectifs et résultats attendus de l'étude.

Croiser et analyser les données collectées auprès des différents acteurs afin de décrire la situation existante

Des méthodes d'observation des jeunes travailleurs migrants salariés pourront être proposées afin de compléter l'analyse.

Formuler des recommandations en adéquation avec les objectifs du projet.

Pour l'auto emploi il s'agira de :

Identifier et décrire les secteurs d'activités principaux sur les zones cibles et d'en faire une sélection avec l'équipe projet de ceux qui seront étudiés plus en profondeur en fonction de leur potentiel d'emploi pour les enfants/jeunes travailleurs migrants.

Proposer un plan d'échantillonnage des IMF/banques des secteurs concernés pour l'étude et de conduire des entretiens semi dirigés et/ou groupes de discussion auprès des ces acteurs afin de répondre aux objectifs et résultats attendus spécifiques à l'auto emploi.

Identifier, décrire et conduire des entretiens semi dirigés et/ou groupes de discussion auprès des acteurs locaux (services de l'emploi, formation professionnelle, fédérations, syndicats) afin de répondre aux objectifs et résultats attendus de l'étude

Identifier et conduire des entretiens semi dirigés et/ou groupes de discussions auprès de jeunes travailleurs migrants entrepreneurs au moment de l'étude et de représentants des AEJT afin de répondre aux objectifs et résultats attendus de l'étude.

Croiser et analyser les données collectées auprès des différents acteurs afin de formuler des recommandations en adéquation avec les objectifs de l'étude et au regard des politiques et cadres juridiques existants.

L'ensemble des informations (secondaires, quantitatives, qualitatives) devront être analysées afin de permettre l'élaboration de recommandations pratiques, réalistes et pertinentes

Principes éthiques: Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes en vue d'obtenir certaines garanties: la protection et la sécurité des participants et des équipes ; le consentement éclairé des participants sera obtenu et ceux-ci seront informés systématiquement sur les enjeux de l'étude ; la confidentialité des données et des informations sera garantie; toutes les données collectées seront exploitées de manière anonyme.

6. Organisation et calendrier de réalisation :

6.1. Organisation

Le/la consultant(e) sera le responsable de l'étude. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec le Chef de Projet à Bouaké et le Coordinateur Régional basé à Abidjan.

6.2. Calendrier de réalisation de l'activité

L'étude sera réalisée sur une période de 40 jours, à compter de sa date d'autorisation et il serait souhaitable qu'elle débute dès le 1 Février 2016.

- **Le produit attendu 1 :** Le plan de travail du consultant (y compris la proposition d'un calendrier) doit être livré à Save the Children et sera validé par celle-ci, avant le début effectif de l'étude.
- **Le produit attendu 2 :** L'ensemble des outils de collecte des données devra être élaboré, validés par Save the Children et livrés aux enquêteurs, après avoir été testés, dans un délai de 04 jours calendaires avant le début effectif de l'activité sur le terrain.
- **Le produit attendu 3 :** Le premier draft du rapport de l'activité devra être livré dans un délai de 15 jours après la fin de l'enquête de terrain. Le rapport final, 05 jours calendaires après réception des commentaires/ recommandations à intégrer.

7. Budget et rémunération:

L'offre financière proposée par le/les consultant(s) devra prendre en compte toutes les dépenses afférentes à la réalisation de l'étude : honoraires des consultants et les coûts opérationnels de réalisation de l'étude (perdiem et transport des enquêteurs, frais de communication, administratifs et de supervision).

La totalité des sommes nécessaires à la réalisation de cette évaluation sera supporté par Save the Children une fois les correspondantes factures seront reçues et selon les modalités de paiement suivantes :

- 40% à la signature du contrat
- 30% lors de la réception du rapport provisoire
- 30% une fois le rapport final a été validé par Save the Children

Save the Children pourra appliquer des frais de pénalisation financiers journaliers dans le cas où les délais de livraison des produits accordés ne soient pas respectés.

NB : les honoraires seront débités de 7,5% représentant le coût des impôts à verser aux services étatiques concernés.

8. Ressources humaines et qualification :

Mandat et composition de l'équipe

Cette étude sera réalisée par le/la consultant(e) avec l'appui d'enquêteurs qualifiés qu'il/elle recrutera et qui feront l'objet de vérification par le Chef de Projet. Le/la consultant(e) coordonnera le travail de l'équipe pendant toute la durée de la mission, il/elle sera responsable de la production et la transmission des livrables et des relations avec Save the Children.

Profil recherché

- Diplômé(e) d'Etudes Supérieures en sciences économiques ou de l'administration ou tout autre diplôme pertinent (BAC+ 5, BAC+6 ou plus).
- Expériences professionnelles avérées en recherche et études de marché, de préférence du marché de l'emploi.



- Posséder des connaissances en protection de l'enfant en général et en particulier dans le domaine des enfants et jeunes en difficulté, des enfants et jeunes travailleurs migrants ou des enfants de/dans la rue.
- Bonne connaissance de la protection des enfants en Côte d'Ivoire est un atout.
- Excellentes compétences en rédaction et en communication.
- Expérience avérée dans la collecte de données sur le terrain et la coordination d'équipe d'enquêteurs.
- Capacité à produire des résultats de qualité dans les délais impartis.
- Autonomie, sens de l'initiative et de l'anticipation, bonne capacité à résoudre les problèmes.
- Capacité à travailler sous pression.
- Etre disponible pendant la période de l'étude.
- Bonne maîtrise de l'outil informatique.
- Avoir une expérience de travail ou de collaboration avec Save the Children ou une organisation intervenant dans la protection de l'enfant sera un atout.
- Savoir parler une langue locale des régions cibles sera un atout.

9. Zone d'intervention :

Zones concernées par l'étude : Tafiré-Niakara-Katiola-Dabakala, Bouaké-Béoumi-Sakassou -Korhogo-Ferkessedougou-Boundiali, Tengréla- Ouangolodougou.

10. Condition de travail :

L'étude est commanditée par le Programme Protection de Save the Children. Le/la consultant(e) recruté(e), sera de préférence basé(e) à Bouaké. Il/elle sera appuyé(e) par le staff Projet de Save the Children.

Save the Children pourra apporter un appui pour :

- i) L'obtention des autorisations officielles auprès des autorités compétentes
- ii) La mobilisation des ONG partenaires de mise en œuvre, les communautés et les mécanismes nationaux et tout autre acteur pertinent dans le cadre de la présente étude pour leur pleine participation au processus
- iii) La mobilité du Consultant.

11. Soumission du dossier

Le dossier de candidature composé de :

- une lettre de motivation, un/des curriculum(s) vitae, une copie des diplômes
- **l'offre technique et méthodologique** : une description détaillée des modalités de réalisation, la justification et pertinence méthodologique en référence aux objectifs, résultats attendus, proposition méthodologique et étapes et livrables attendus proposés dans les TDRs
- l'offre **financière forfaitaire globale** incluant les honoraires et frais afférents à la réalisation de l'ensemble de l'étude (collecte des données, frais de déplacements, per diem etc.) et activités annexes (édition rapport, ateliers de restitution etc...)
- Le dossier doit être envoyé **uniquement par Email** à l'adresse : **cotedivoire.office@savethechildren.org. Objet : étude de marché et cartographie des institutions professionnelles, des entreprises existantes et MAF.**



NB : Les dossiers de candidatures incomplets (CV seul, offre technique/financière seule...) seront déclarés inéligibles et ne seront donc pas intégrés au processus de sélection.

12. Critères d'évaluation d'offres

- Offre technique: 25%
- Offre financière : 15%
- Pertinence de l'expérience professionnelle : réalisation des études de marché, en particulier du marché de l'emploi adressé aux jeunes vulnérables: 20%
- Expérience de travail en équipe dans des travaux de recherche similaires : 10%
- Avoir une expérience de travail ou de collaboration avec Save the Children ou une agence internationale, ou une expérience de consultance en Côte d'Ivoire : 15% ;
- Bonne connaissance des questions de protection et d'insertion socioprofessionnelle des enfants et jeunes migrants en Côte d'Ivoire : 15%